

# Les ministres PLR sous pression

**CONSEIL FÉDÉRAL** | Socialistes, Verts, vert'libéraux et le Centre contestent le second siège libéral-radical, déplorant la gestion du Covid-19 de la majorité de droite au gouvernement.

PAR PHILIPPE BOEGLIN



Des deux ministres PLR, Ignazio Cassis et Karin Keller-Sutter, c'est sur les épaules du Tessinois que la pression est la plus forte. KEYSTONE



**S**i le Parti libéral-radical (PLR) espérait échapper à cette discussion jusqu'aux élections fédérales de 2023, c'est raté. Son deuxième siège au Conseil fédéral, déjà attaqué en 2019 à la suite de son recul dans les urnes, est remis sur la sellette. La faute à l'épidémie de Covid-19, qui ravive les assauts. L'action anti-Covid du gouvernement ne convainc pas tout le monde, pas plus que sa majorité de droite PLR-UDC. Des dirigeants des Verts, du Parti socialiste, du Centre et des vert'libéraux contestent, à des degrés divers, le second ministre détenu par le PLR.

En cause: la gestion de l'épidémie. «Le Conseil fédéral n'a pas la tâche facile. Mais le fait est que les appels de la science n'ont pas été assez écoutés, et que cela a mené à une deuxième vague qui tourne mal», remarque Jürg Grossen, président des vert'libéraux. «Durant la deuxième vague, le Conseil fédéral a dû être longtemps pressé pour finalement réagir trop tard. Il n'est plus assez en contact avec le parlement et la population, et certains de ses membres n'assument pas la responsabilité gouvernementale», déplore Lisa Mazzone, vice-présidente des Verts. «La majorité de droite au Conseil fédéral a été mauvaise sur le plan économique, en renâclant sur les dédommagements et les soutiens», regrette pour sa part Roger Nordmann, chef du groupe socialiste au Parlement.

## L'UDC est épargnée

Martin Candinas, membre de la

présidence du Centre, pointe un autre aspect. «Le problème avec le PLR, c'est qu'il s'agit du parti qui, avec l'UDC, a le plus critiqué le Conseil fédéral durant la pandémie, alors que le PLR et l'UDC y bénéficient de la majorité. Le PLR se vante toujours d'être un parti gouvernemental, responsable. Il ne devrait pas se comporter de la sorte.» Les quatre responsables politiques se rejoignent. D'après eux, les libéraux-radicaux sont surreprésentés au gouvernement, et leur part électorale au Conseil national, descendue à 15,1% aux élections de 2019, ne leur permet plus de prétendre à deux sièges au gouvernement.

L'unanimité règne moins au sujet de l'UDC national-conservatrice. «L'UDC a droit à son deuxième siège, elle est le plus grand parti, et la Suisse a un système de gouvernement de représentation, pas d'alliance», fait valoir le Grison Martin Candinas. «Vu sa part électorale, l'UDC a droit à ses deux sièges au Conseil fédéral. Son comportement n'est pas toujours gouvernemental, mais ses sièges ne sont pas attaquables: cela mettrait à mal la concordance, qui est basée sur la volonté populaire», renchérit le Bernois Jürg Grossen.

A gauche, le discours diffère. Lisa Mazzone et Roger Nordmann prennent aussi l'UDC dans le viseur, notamment en raison des ruptures de collégialité de son conseiller fédéral Ueli Maurer. Mais le camp rose-vert n'a pas la majorité aux Chambres. C'est donc sur l'un des sièges PLR que la pression pèse le plus. Et là, les regards se

tournent vers le ministre des Affaires étrangères, Ignazio Cassis, qui souffre avec le dossier européen.

## La concurrence verte

Déjà ciblé en 2019, le Tessinois avait alors résisté à l'offensive de la Verte Regula Rytz. Il peut compter sur son statut d'unique représentant de la minorité italophone, de même que sur le soutien de l'UDC et, évidemment, de son propre parti.

Pour le PLR, «la formule actuelle est claire: les trois plus grands partis ont chacun droit à deux sièges, le quatrième à un siège», martèle Floriane Wyss, responsable communication pour la Suisse latine. «Il est donc erroné de parler de surreprésentation ou de sous-représentation. De plus, au gré des thématiques, les «majorités» sont changeantes au sein du Conseil fédéral.» L'UDC appuie via son secrétaire général Emanuel Waeber. «Conformément au principe de concordance, les deux sièges de l'UDC, du PS et du PLR sont pleinement justifiés à la suite des élections de 2019.» Pas question de s'en prendre au ministre Cassis. «La Constitution fédérale prévoit clairement la répartition régionale comme critère de la composition du Conseil fédéral, aux côtés de la répartition politique.» Les deux camps se tiennent de près. Leur affrontement n'est cependant pas pour tout de suite. Car, pour que le gouvernement change de composition, il faut d'abord qu'un ministre se retire, et rien de tel n'est attendu avant l'année électorale 2023 – même si tout peut s'accélérer



subitement. En outre, préalable à toute redistribution des ministères, la «formule magique» devrait être revue. Si la droite PLR-UDC lâche un siège, ce serait au profit de qui? Le camp rose-vert insiste pour confier un mandat aux Verts, en sus des deux socialistes.

Au Centre, par contre, Martin Candinas juge que ce sont les forces centristes qui devraient passer d'un à deux ministres, tandis que la gauche se contenterait de ses deux portefeuilles. De quoi faire trembler les socialistes: si les Verts maintiennent leur haut niveau actuel, ils leur feront une dangereuse concurrence...